



Observatoire Européen des PME

Sixième Rapport

2000



Introduction

Cette plaquette offre un aperçu de quelques uns des sujets traités dans le sixième rapport de l'Observatoire européen des PME à la Direction générale Entreprises de la Commission européenne.

Champ du sixième rapport de l'Observatoire européen des PME

Les PME sont définies comme l'ensemble des entreprises privées, hors secteur primaire, de moins de 250 salariés.

Les micro-entreprises comptent de 0 à 9 salariés, les petites entreprises de 10 à 49 salariés et les entreprises moyennes de 50 à 249 salariés.

Ce rapport couvre l'Europe-19, c'est à dire l'ensemble formé par les 15 États membres de l'Union européenne, les 3 autres États membres de l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein et Norvège) et la Suisse.

De même que les éditions précédentes, ce rapport répond au besoin unanimement reconnu de disposer d'une information structurée - et comparable entre les pays - sur le rôle, la situation et les performances des petites et moyennes entreprises en Europe.

Mais cette sixième édition présente également des innovations importantes :

- l'enquête ENSR entreprise survey, conduite pour la deuxième fois en 1999, a concerné cette fois près de 8.000 PME ;
- la version «papier» du rapport s'accompagne d'un Cédérom qui, outre le rapport dans son intégralité, offre une présentation des instruments politiques en faveur des PME; des tableaux statistiques inédits et des bibliographies thématiques ;
- le rapport de l'Observatoire européen des PME est désormais diffusé par l'Office des publications officielles des communautés européennes.

Plus de 19 millions de PME en Europe qui emploient plus de 77 millions de personnes

Ainsi, plus de 99% des entreprises européennes sont des PME et celles-ci comptent pour les deux tiers des emplois.

La productivité du travail augmente avec la classe de taille des entreprises.

Tableau 1

Productivité, coûts unitaires du travail et rentabilité des entreprises privées hors secteur primaire, total Europe-19, 1988/2000

	1988/ 1990	1990/ 1993	1993/ 2000	1988/ 2000
<i>Taux de croissance annuel moyen en %</i>				
Productivité du travail*				
- PME	2,1	1,9	2,1	2,1
- GE	2,0	3,0	2,8	2,7
- Total	2,0	2,3	2,4	2,4
Coûts unitaires du travail**				
- PME	4,3	3,8	1,0	2,3
- GE	4,6	2,7	0,5	1,7
- Total	4,5	3,4	0,8	2,0
<i>Taux de croissance annuel moyen en points de %</i>				
Rentabilité***				
- PME	0,2	0,3	0,4	0,4
- GE	0,2	0,3	0,4	0,4
- Total	0,2	0,3	0,4	0,4

* Valeur ajoutée réelle par personne occupée.

** Coûts du travail par employé corrigés de la productivité du travail.

*** Différence entre la valeur ajoutée et les coûts du travail, corrigés des revenus des entrepreneurs non-salariés, en pourcentage de la valeur ajoutée.

Sources : Estimations élaborées par EIM Small Business Research and Consultancy sur la base de Eurostat / DG Entreprises: Entreprises en Europe, sixième rapport ainsi que Économie européenne, supplément A, juin 1999 et OCDE, Perspectives économiques, N° 65, juin 1999.

La croissance de l'emploi a repris dès 1995 dans les micro-entreprises et depuis 1997 dans les entreprises petites et moyennes.

Les PME, le Marché Unique...

Un tiers des PME européennes perçoit au total plus d'avantages du Marché Unique alors que un dixième perçoit plus d'inconvénients.

Les plus grandes PME, les PME exportatrices et les PME en croissance rapide sont plus nombreuses à avoir un jugement d'ensemble positif.

Les différences entre les pays sont importantes. Les PME finlandaises, islandaises et irlandaises sont très positives, avec 6 à 8 fois plus de PME positives que de PME négatives. Les PME françaises, autrichiennes et luxembourgeoises ont une position plus mitigée avec un écart inférieur à 2. Enfin, en Grèce, le nombre de PME négatives excède le nombre de PME positives.

Les PME associent quatre avantages principaux au Marché Unique : «un marché plus vaste», «une collaboration internationale plus simple», «l'introduction de l'euro» et «des sources d'approvisionnement plus nombreuses».

Les deux inconvénients les plus fréquemment cités sont «une concurrence accrue» et «une réglementation accrue».

... et l'euro

Un tiers des entreprises sans salarié et trois-quarts des entreprises moyennes ont déjà envisagé les conséquences du passage à l'euro. La part des PME qui sont ou planifient d'être totalement euro compatibles croît d'une faible valeur à la mi 1999 à bien plus de 90 % en 2002 dans les pays de la zone euro et jusqu'à 50 % dans les autres pays.

La part des PME ayant réalisé une analyse détaillée de l'impact de l'euro sur leur activité croît avec la classe de taille des entreprises : de 4 % pour les entreprises sans salarié à environ 35 % des entreprises moyennes : On retrouve le même type de situation pour ce qui concerne la part d'entreprises ayant conçu une stratégie détaillée pour traiter le passage à l'euro.

Les PME exportatrices, quelle que soit leur taille, se préparent bien plus tôt à l'euro.

Moins d'une PME sur cinq anticipe un impact négatif de l'euro. Ici encore, la part des entreprises anticipant un impact positif croît de 20 % des entreprises sans salarié à 45 % des entreprises moyennes.

Enfin, il est intéressant de noter que les entreprises ayant réalisé une analyse détaillée des effets de l'euro sont beaucoup plus positives que les autres.

Les objectifs du sixième rapport de l'Observatoire européen des PME

Étudier les performances et les comportements actuels et prévisibles des PME en fonction de leur environnement ;
Analyser l'impact récent de la construction du Marché Unique sur les performances et les comportements des PME ;
Identifier les objectifs et mesures de politiques d'entreprises susceptibles d'influer sur les PME.

Commerce électronique et PME

En 1999, la part des PME européennes disposant d'un accès direct à Internet s'élève à 42 %. C'est en Suède et en Islande, suivies par la Finlande et la Norvège, que les pourcentages sont les plus élevés, les plus faibles se situant au Portugal et en Grèce. En Europe prise dans son ensemble, le pourcentage de PME connectées à Internet augmente avec la classe de taille des entreprises.

En dépit du développement d'Internet, le commerce électronique n'a pas encore réellement décollé pour les PME européennes.

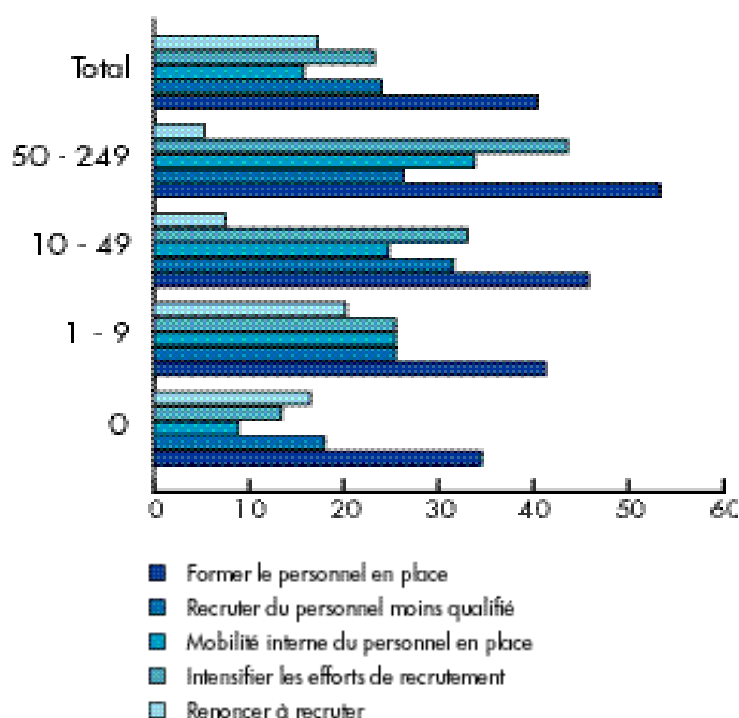
La raison la plus fréquemment invoquée pour ne pas vendre sur Internet est la perception que cela ne s'applique pas à l'entreprise. Cet argument pèse d'un poids plus important au sein des petites PME que des grandes et est plus répandu au Portugal, en Grèce et en France. Les trois obstacles les plus importants sont ensuite : le scepticisme quant au retour sur investissement, la pénurie de personnel qualifié et l'accès insuffisant des consommateurs au marché électronique.

Pénurie de qualifications et difficultés de recrutement

La reprise de l'emploi tend à révéler ou rendre plus accrues, selon les pays, les pénuries de qualifications et les difficultés de recrutement. La pénurie de main d'œuvre qualifiée est désormais perçue comme la contrainte principale pesant sur les performances de l'entreprise dans près de 10% des PME.

Graphique 1

Actions entreprises pour surmonter les difficultés de recrutement, en % des PME, total Europe-19



Note : Les pourcentages présentés ici concernent les PME ayant rencontré des difficultés de recrutement. Ce groupe compte pour 30 % de l'ensemble des PME, 70 % des entreprises moyennes, 58% des petites entreprises, 39% des micro-entreprises et 18% des entreprises sans salarié.

Source : ENSR Enterprise Survey 1999.

Plus l'entreprise est grande, plus il est probable que le problème sera considéré comme important, les parts de PME l'identifiant comme la contrainte principale variant de 4 % dans les entreprises sans salarié à 23 % dans les entreprises moyennes.

L'accès au financement demeure difficile pour les PME

L'accès au financement demeure cependant perçu, comme la contrainte principale pesant sur les performances de l'entreprise, par le plus grand nombre de PME.

Cette contrainte apparaît particulièrement importante pour les jeunes entreprises et pèse au contraire de façon bien moindre sur les petites entreprises matures.

Tableau 2

Accès au financement selon les types de PME, total Europe-19

	Jeunes	Petites matures	Très innovantes	En expansion	Ensemble des échantillons
% de PME pour lesquelles l'accès au financement est une contrainte majeure	22 %	8 %	16 %	19 %	15 %
% de PME avec un crédit bancaire (taux de bancarisation)	40 %	40 %	44 %	48 %	40 %
% de PME avec un crédit bancaire garanti par nantissement:					
• du patrimoine privé	25 %	26 %	36 %	39 %	28 %
• du patrimoine de l'entreprise	4 %	5 %	5 %	7 %	5 %

Source: ENSR Enterprise Survey 1999.

Outre le crédit bancaire, des sources informelles de financement telles que les fonds en provenance de la famille et des amis (Love Money) et les Business Angels, jouent un rôle important pour les jeunes entreprises.

Les entreprises très innovantes et les entreprises en expansion ont un accès significativement meilleur au crédit bancaire que la moyenne des PME européennes. Elles ont également un accès privilégié au capital risque et aux Business Angels.

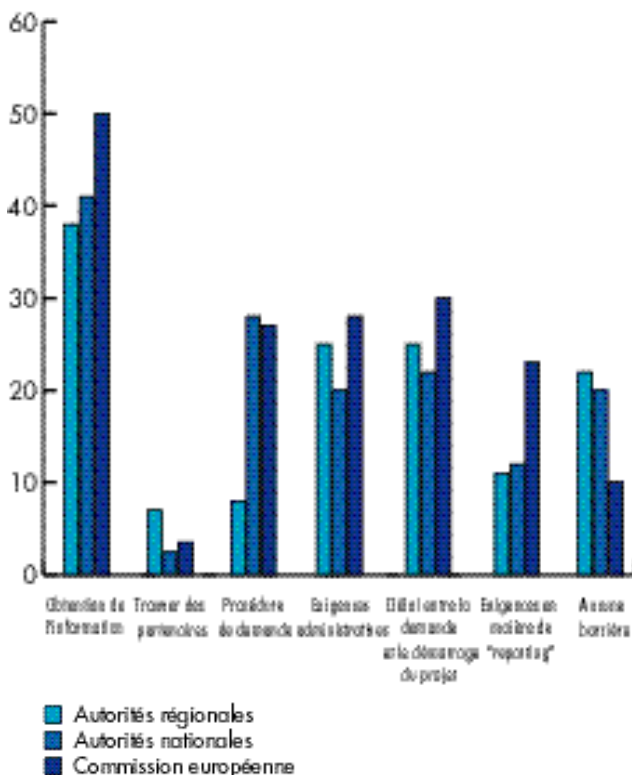
Participation des PME aux programmes d'aide...

Au cours des cinq dernières années, 10% des PME européennes ont participé à un programme d'aide régional, national ou européen dans les domaines du financement, de la formation, du conseil ou de l'information. Près des trois quart n'ont jamais envisagé une telle participation car elles ignoraient jusqu'à l'existence de tels programmes. Enfin, 20% des PME, au fait de l'existence de tels programmes, n'ont pas souhaité y participer ou ont été «recalées».

Il existe des indications fortes que le taux de notoriété et le taux de participation (ou en d'autres termes, la probabilité qu'une entreprise connaisse ou participe à un programme d'aide) soient positivement et significativement corrélés à la taille de l'entreprise. Les grandes PME apparaissent être mieux informées et mieux surmonter les obstacles.

Graphique 2

Barrières rencontrées par les PME au cours de leur participation à des programmes d'aide
(en % des PME participantes)



Source : ENSR Enterprise Survey 1999

Table des matières du sixième rapport de l'Observatoire européen des PME

- Préface
- Rapport de Synthèse
- Introduction
- 1. Position et développement des PME en Europe-19
- 2. Le fonctionnement des marchés de biens et de services
- 3. Questions relatives au marché du travail
- 4. Accès au financement
- 5. Commerce électronique et PME
- 6. Accès aux programmes communautaires
- 7. Associations et fondations de l'économie sociale
- 8. Nouveaux développements des politiques PME
- 9. Formation professionnelle et PME
- 10. Nouveaux services
- 11. Les PME dans le Marché Unique européen
- 12. Le tableau de bord européen des PME
- 13. Recommandations
- Annexes

et aux marchés publics

En Europe-19, 30 % des PME en moyenne connaissent les possibilités de participer aux procédures d'appels d'offres des marchés de fournitures, de services ou de travaux des administrations publiques locales, nationales et européennes et des établissements publics.

Un sixième des PME ayant connaissance des marchés publics a essayé de participer à des appels d'offres européens au cours des trois dernières années. Environ 50% d'entre elles ont remporté un marché.

Parmi les obstacles rencontrés par les PME pour participer aux marchés publics, le manque d'information constitue de loin le problème principal. Une fois cette barrière franchie, d'autres obstacles apparaissent: projets trop importants pour les PME, formalités administratives complexes et coûts élevés de préparation des offres.

Sixième rapport de l'Observatoire européen des PME

EUROPEAN NETWORK FOR SME RESEARCH (ENSR)

Organisme	Adresse	Téléphone Télécopie
• Allemagne Institut für Mittelstandsforschung Bonn (IfM Bonn) http://ifp-bonn.org	Maximilianstrasse 20 53111 BONN	49-228-729970 49-228-7299734
• Autriche Österreichisches Institut für Gewerbe- und Handelsforschung (IfGH) http://www.ifgh.ac.at/	Gusshausstrasse 8 1040 VIENNE	43-1-5059761 43-1-5034660
• Belgique KMO / Institut de recherche sur les PME (K.U. Brussel) http://www.kmonet.be	Vrijheidslaan 17 1081 BRUXELLES	32-2-4124228 32-2-4124200
• Danemark Danish Technological Institute (DTI) DTI Industrial Analyses http://www.dti.dk/	B.P. 141 2630 TAASTRUP	45-43504350 45-43504767
• Espagne Instituto Vasco de Estudios e Investigación (IKEI) http://www.tkei.es	Avda. de la Libertad 20-3 20004 SAN SEBASTIAN	34-943-426610 34-943-423501
• Finlande Small Business Institute Turku School of Economics and Business Administration http://www.tukkk.fi	B.P. 110 20521 TURKU	358-2-3383548 358-2-3383393
• France Association pour la Promotion et le Développement Industriel (APRODI) http://www.aprodi.com	B.P. 151.16 75764 PARIS Cedex 16	33-1-47275149 33-1-47275150
• Grèce Université du Pirée http://www.unipi.gr	Ipsilantou 130 Le Pirée 185 32	30-1-4142280 30-1-4142629
• Irlande The Economic and Social Research Institute (ESRI) http://www.esri.ie	4 Burlington Road DUBLIN 4	353-1-6671525 353-1-6686231

• Islande

National Economic Institute
Kalkofnsvegi 1
150 REYKJAVIK
354-5699500
354-5626540

• Italie

Università Bocconi
Centro Studi sull'Impreditorialità
CREA 'Furio Cicogna'
Viale Filippetti 9
MILAN 20121
39-0258363709
39-0258363792

Istituto Guglielmo Tagliacarne
<http://www.tagliacarne.it>
Via Appia Pignatelli 62
00178 ROME
39-06-780521
39-06-7842136

• Liechtenstein

Schweizerisches Institut für gewerbliche
Wirtschaft, Universität St. Gallen
Kirchlistrasse 44
9010 ST. GALLEN (Suisse)
41-71-2447790
41-71-2447147

• Luxembourg

Chambre des Métiers
du Grand-Duché de Luxembourg
<http://www.chambre-des-métiers.lu>
B.P. 1604
1016 LUXEMBOURG
352-4267671
352-426787

• Norvège

Agdeforskning
<http://www.agdeforskning.no/choved.htm>
B.P. 415
4604 KRISTIANSAND
47-38-142200
47-38-142201

• Pays-Bas

EIM Small Business Research
and Consultancy
<http://www.inf@eim.nl>
B.P. 7001
2701 AA ZOETERMEER
31-79-3413634
31-79-3415024

• Portugal

Instituto de Apoio às Pequenas e Médias
Empresas e ao Investimento (IAPMEI)
<http://www.iapmei.pt>
Rua Rodrigo da Fonseca, 73
1099-063 LISBONNE
351-213836165
351-213836234

• Royaume-Uni

Centre for Small and Medium Sized
Enterprises, University of Warwick
En collaboration avec:
Leicester Business School
De Montfort University
<http://www.warwick.ac.uk/csme>
COVENTRY CV4 7 AL
LEICESTER LE1 9BH
44-1203-523741
44-1203-523747
44-116-250-6293
44-116-257-7264

• Suède

Swedish National Board for Industrial
and Technical Development (NUTEK)
<http://www.nutek.se>
Närings och
teknikutvecklingsverket
117 86 STOCKHOLM
46-8-6819100
46-8-6819118

• Suisse

Observa St. Gallen - Genève
c/o Schweizerisches Institut für gewerbliche
Wirtschaft, Universität St. Gallen
<http://www.unisg.ch/igw>
Kirchlistrasse 44
9010 ST. GALLEN
41-71-2447790
41-71-2447147



17, rue Hamelin - BP 151.16 - 75764 PARIS cedex 16 - Tél. : 01 47 27 51 49 - Fax : 01 47 27 51 50
E-mail : devpmi@aprodi.com - Site Web : www.aprodi.com